

Après la victoire du **Non** quel rôle pour **Attac** ?

Il est nécessaire de rappeler que le sens du vote «NON» pour ATTAC, a été le refus d'une constitution qui condamne les peuples européens à subir des politiques ultralibérales. En participant à l'information des citoyens et en s'engageant dans la campagne pour le «NON», Attac Pays d'Aix a le sentiment d'avoir assumé sa fonction «d'association d'éducation populaire tournée vers l'action», dans la continuité de son action «altermondialistes» de dénonciation des politiques de l'OMC et des institutions financières internationales.

Et le débat sur le projet de Constitution n'est pas clos pour autant. Des pays doivent encore le ratifier et le délai a été prolongé au-delà de 2007. Si un pôle antilibéral s'est fortement affirmé au cours de cette campagne référendaire, nombre de ceux qui ont voté « OUI » n'en manifestent pas moins leurs critiques des politiques libérales de l'UE. Si des adhérents d'Attac ont manifesté leur prise de distance avec l'association, d'autres, notamment lors du café citoyen de juin, ont souligné l'intérêt du débat et les avancées sur les questions européennes. Nous ne devons pas non plus négliger les actions communes menées précédemment avec les organisations, les militants et les élus à tous les niveaux (local, national, européen), notamment sur l'AGCS et la défense des services publics.

Aussi l'une des tâches prioritaires d'Attac reste de poursuivre la mobilisation sur le thème du traité constitutionnel et de renforcer les liens qui ont commencé à se nouer avec les Attac d'Europe pour élaborer des propositions alternatives sur la méthode et sur le contenu. Attac France va proposer aux autres Attac d'Europe la tenue, au début de l'automne, d'une Convention des Attac

d'Europe qui pourrait déboucher sur une plate-forme européenne commune, à soumettre à chaque gouvernement.

De cette période d'intense mobilisation nous retiendrons :

◆ La forte participation électorale et la réhabilitation du débat politique, conséquences de l'action impulsée essentiellement par les partisans du «Non», un NON européen, qui a obligé les partisans du « OUI » à se mobiliser et à entrer dans le débat. La forte participation électorale donne au résultat obtenu une légitimité incontestable.

◆ La mobilisation des militants d'Attac : Attac a entamé l'analyse du texte constitutionnel dès septembre 2003. (Vers un traité constitutionnel premières analyses d'Attac) et a proposé en novembre 2003 «les 21 exigences d'Attac pour le traité constitutionnel». Elle a élaboré des outils pour l'appropriation des enjeux et des contenus du traité constitutionnel (week-end de formation, réunions publiques d'information et de débat, tracts, diaporamas, vidéos, livres). Attac a constitué une force militante importante dans la campagne pour le «non». Le groupe Attac jeune d'Attac Pays d'Aix s'est particulièrement investi dans ce travail militant.

◆ La mobilisation populaire qui est le prolongement des mouvements sociaux qui se déroulent en France : 1995, 2003, mars 2005. Les collectifs qui se sont développés partout en France attestent d'une volonté populaire de donner un coup d'arrêt à des politiques européennes et nationales qui privilégient les intérêts des propriétaires du capital et maintiennent un chômage de masse, accroissent la pauvreté et la précarité, détruisent les services publics.

Nos rendez-vous

Festival de cinéma
d'Attac pays d'Aix
"Images Mouvementées"

La fabrique de l'opinion
du 11 au 16 juillet 2005

27 films, 9 débats
des animations artistiques :
interventions de rue,
contes,
théâtre de rue, danse,
musique,
histoires chuchotées,
expo photos
intervention poétique,
librairie.

au cinéma le Mazarin
6 rue Laroque
Aix en Provence
04 42 26 61 51

◆ L'établissement et particulièrement avec Attac Allemagne qui autorise l'élargissement, au niveau européen, des bases du «NON» altermondialiste.

◆ L'unanimité des grands médias de masse en faveur du «oui» : (nous distinguons médias et journalistes même si certains ont fait preuve de manquements graves à l'équité dans le traitement de l'information) dont les propriétaires sont de grands groupes industriels et des institutions financières.

◆ La situation politique et sociale qui nécessite de rester vigilants et mobilisés face au gouvernement français et aux projets de l'UE : directives Bolkestein, temps de travail, brevets logiciels, libéralisation des transports, libéralisation des services publics, etc

**QUELS PROJETS
POUR ATTAC PAYS D'AIX**

Quelques axes d'intervention peuvent être évoqués :

- ◆ Attac Pays d'Aix organise le festival de cinéma « Images mouvementées » sur le thème de « la fabrique de l'opinion » du 11 au 16 juillet 2005, en collaboration avec le cinéma Mazarin. Une excellente occasion pour revenir sur cet épisode référendaire et le rôle des médias.
- ◆ Relations avec le réseau des Attac d'Europe : nous avons accueilli des militants d'Attac Allemagne pendant la campagne référendaire et lors de la fête d'Attac 13 le 4 juin. Lors du Forum social de Barcelone nous avons pris contact avec des militants d'Attac Catalogne. Et lors du dernier CA d'Attac Pays d'Aix nous avons décidé de réfléchir aux échanges que nous pouvons mettre en place avec un groupe Attac allemand et un groupe Attac catalan. Nous faisons appel à tous les adhérents désireux de participer à cette réflexion.
- ◆ Suivi du processus de ratification et internationalisation du «NON» européen et altermondialiste, poursuite du débat sur la constitution : quelle constitution, quels traités alternatifs? Définition de politiques européennes répondant aux attentes qui se sont exprimées ce 29 mai.
- ◆ Renforcement des «coopérations altermondialistes» au niveau européen avec le Forum social Méditerranée (à Barcelone du 16 au 19 juin 2005), le Forum Social Européen à Athènes en 2006 qui prennent de ce fait une dimension particulière pour Attac, pour les mouvements sociaux et pour les peuples européens. Ces coopérations doivent permettre de créer des mobilisations européennes et internationales contre les politiques intérieures et extérieures de IUE
- ◆ Développer la prise de conscience des liens entre les politiques nationales et celles décidées au niveau européen et au niveau mondial notamment à l'occasion du G-8 en Écosse en juillet et de la réunion de l'OMC, à Hongkong en décembre, où la libéralisation supplémentaire de l'agriculture et des services (AGCS) sera à l'ordre du jour. Attac va s'inscrire dans ces deux grands combats ainsi que dans ceux des taxes internationales, des paradis fiscaux, des OGM et de l'eau, dans la campagne d'action mondiale contre la pauvreté «2005 plus d'excuse» pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), l'annulation de la dette des PED, l'augmentation de l'aide publique au développement... L'enjeu principal reste, face à la crise de

l'UE, de prolonger la mobilisation de toutes les forces antilibérales pour élaborer des propositions pour la construction d'une Europe sociale et solidaire.

**Valérie Brûlant et Bernard Lagune
co-président(e)s d'Attac pays d'Aix**

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Les chemins de découverte d'Attac 20-21-22 août à Châtellerault (85). Cette année 2005 verra la naissance d'une nouvelle initiative d'Attac : «Les Chemins de découverte». Du 20 au 22 août 2005, ces journées esquisseront le canevas d'un entrelacement des thématiques d'Attac et de la culture :

- ▼ Comment la culture s'enrichit de l'éducation populaire mise en œuvre par Attac ?
 - ▼ Comment notre intervention publique se renforce-t-elle grâce à des modes d'expressions culturels ?
- Programme sur le site d'Attac France : <http://www.france.attac.org/a5169>

2005 - Université d'été Poitiers : Néolibéralisme, société, Etat, démocratie 6^{ème} université d'été d'Attac organisée par Attac, sur le thème : le rôle de l'État comme soutien à la mondialisation néolibérale ou comme support de la résistance qui peut lui être opposée. À Poitiers du 26 au 30 août 2005 <http://www.france.attac.org/r681>

**Compte rendu de la réunion mensuelle du 9 juin
"Après le référendum : bilan et perspectives"**

Le café citoyen du 9 juin dernier a tenté de faire le point après le Non français au projet de TCE, suivi de près par celui des Pays-Bas. L'assistance était nombreuse, les questions et commentaires ont alimenté un débat très animé. Des adhérents partisans du Oui se sont exprimés.

Voici non pas une synthèse, mais les différentes réflexions qui ont été émises.

1) LA CAMPAGNE

■ Nombre d'européens, privés de vote, nous ont demandé de voter pour eux; leur présence pendant la campagne à nos côtés était importante pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'un repli franco-français mais bien d'un combat pour l'ensemble des peuples européens.

■ La campagne référendaire nous a permis d'acquiescer une connaissance de la question européenne. C'est la première fois que nous votons sur des idées et c'est aussi la première fois que nous gagnons un combat d'idées!

■ L' étonnante et inattendue mobilisation citoyenne sur une question que nos élites s'étaient efforcés à rendre obscure et rébarbative, a permis d'éviter de tomber dans le piège du "voter oui ou non, c'est voter pour ou contre l'Europe".

■ Les problèmes intérieurs français (retraite, sécu, décentralisation ...) et l'orientation néolibérale du TCE sont très liées. La mise en cause de Bruxelles par le Pouvoir sur chaque loi antisociale nous a permis de souligner le lien entre politiques françaises et européennes.

■ Rôle de la presse: les journalistes tenus par une ligne éditoriale, définie en dehors d'eux ne sont pas libres d'écrire ce qu'ils veulent. C'est un très grave déficit démocratique.

■ Le mouvement Attac milite au cœur du politique mais se refuse à avoir une action politicienne. A ce titre cette campagne a été exemplaire.

Une re-politisation d'un grand nombre de citoyens, leur a permis de mieux évaluer les enjeux en cause dans le projet de TCE.

2) LE VOTE

■ Attac a bien joué son rôle d'agitateur social. Tous ceux qui ont voté n'ont pas forcément lu le texte, mais ont voté à partir de leur vécu, souvent de leurs frustrations. Attac doit entendre ce vécu et faire le lien avec les politiques

européennes et internationales (OMC).

■ Un adhérent ayant voté Oui a insisté sur le fait que son choix n'était pas un choix pour le libéralisme mais qu'il pensait sincèrement que ce texte comportait des avancées. Ne pas donc stigmatiser tous les partisans du oui comme étant des libéraux.

■ Le Non a clairement signifié l'antinomie qu'il y a entre concurrence et solidarité. Nous avons peut-être éviter une guerre disait un participant, au sens où la concurrence comme loi suprême entre les peuples et les nations, ne peut qu'exacerber les vieux démons nationalistes, toujours prêts à se réveiller.

3) ET MAINTENANT?

■ Pas de triomphalisme, c'est une victoire d'étape.

■ Pour beaucoup découverte de luttes possibles au sein de collectifs de gauche et espoir d'une reconstruction politique à gauche.

■ Le pouvoir et les médias font preuve d'autisme et cherchent à nous culpabiliser ("la crise vient du Non"). Il faut montrer que les intimidations ne fonctionnent plus.

■ Il va falloir être vigilant sur le Droit du Travail que le Pouvoir va s'efforcer de démanteler pour "mises aux normes européennes".

■ Une des actions à venir pour Attac c'est marquer les hommes politiques à la culotte: relever et faire connaître toutes les décisions que les chefs d'Etat et ministres prennent à Bruxelles lors des conseils. (Bruxelles c'est eux).

■ A l'échéance électorale de 2007 Attac a-t-il un rôle à jouer pour favoriser la rencontre des partis chargés de désigner un candidat anti-libéral à l'élection présidentielle? Voilà, nous terminons sur cette question ouverte qui peut aussi nourrir nos réflexions à venir. Ce texte a été rédigé sur la base des notes prises au cours de ce café citoyen par Françoise Champroux, que nous remercions vivement. Pour terminer je me risque à plagier Einstein qui disait "ce qu'il y a de plus incompréhensible au monde, c'est que le monde soit compréhensible!", en vous confiant que le surprenant dans cette campagne référendaire c'est que ses acteurs se soient eux-même découverts surpris de leur victoire, au sens de la bonne surprise!

TRÈS BON ÉTÉ, ERNEST HUSSY

FORUM SOCIAL MÉDITERRANÉEN : LOS PUEBLOS UNIDOS

Du 16 au 19 Juin, des représentant-e-s du mouvement social des deux rives de la méditerranée se sont retrouvés à Barcelone, pour partager leurs analyses et leurs espoirs, créer des réseaux, coordonner leurs luttes contre la mondialisation libérale, bâtir un autre monde et surtout une autre méditerranée, basé sur l'égalité des droits, la solidarité et la paix et non sur une zone de libre échange. Les participants du Sud (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Sahara, Palestine, Libye, Syrie, Israël, Liban, Irak, Kurdistan, Jordanie, Turquie, Chypre) étaient aussi nombreux que ceux du Nord (Espagne, Portugal, Italie, France, Belgique, Grèce, Autriche, Pays bas, Allemagne, Royaume Uni) auxquels se sont ajoutés des européens de l'est et des Balkans: Albanie, Serbie, Monténégro, Bosnie, Pologne, Croatie... La parité des sexes y était aussi respectée. Et pourtant 40% des visas demandés par les participant-e-s du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont été refusés par l'Espagne et l'Europe forteresse. Les 9 conférences et les 203 séminaires et ateliers ont eu moins de participation que prévu. Tous et toutes, nous avons dénoncé les conflits sans fin en Méditerranée (Sahara, Palestine, Irak, Kurdistan, Liban, Chypre, Balkans), les stratégies de guerre permanente et préventive des USA et de ses alliés, l'augmentation de la pauvreté et de la précarité, la répression politique et la torture, le racisme et les discriminations, la dette qui asphyxie les pays du Sud, le néocolonialisme et l'uniformisation culturelle, et sur-

tout le patriarcat qui avec le fondamentalisme et le néolibéralisme maintiennent les méditerranéennes sous leur triple domination. Ensemble nous lutterons pour le droit de tous les peuples à l'autodétermination, à la souveraineté alimentaire, à la préservation de leurs ressources naturelles, de l'eau et des services publics, à l'égalité de genre, à la libre circulation et à la citoyenneté, au droit de vivre libres et en paix, enfin pour tous les droits humains : civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. C'est de cette coopération que nous voulons et non d'un grand marché où les personnes ne servent que de main d'œuvre à mettre en concurrence pour le plus grand profit de la finance internationale. Pour cela nous avons enrichi nos réseaux et décidé d'un agenda commun pour les années à venir. Dès Novembre nous nous retrouverons à Barcelone pour le 10 ème anniversaire du partenariat euro-méditerranéen. Le 25 Novembre, chacun dans son pays agira pour lutter contre les violences faites aux femmes, en 2005, ce sera sous le signe de l'emprisonnement arbitraire des femmes irakiennes. En Décembre nous enverrons une délégation à HongKong où se réunit l'OMC qui doit discuter des zones de libre échange, pour dénoncer la zone euro-méditerranéenne si dévastatrice et souvent oubliée. Ce seront des jours de lutte sur des thèmes communs dans tous les pays de la Méditerranée, à chacun de le décliner à sa façon. **resisten**

CLAUDINE BLASCO

Festival

"Images Mouvementées" : Appel aux adhérents

Ce festival, organisé par Attac pays d'Aix, doit être une réussite et vous tous pouvez y contribuer : en diffusant l'information, en assistant aux projections, en participant aux débats, en soutenant les animations artistiques, en emmenant vos amis qui sont en vacances dans la région, mais aussi en vous impliquant dans le déroulement du festival; Voici les tâches qu'il nous faudra accomplir :

1°) ACCUEIL

sous la responsabilité de Simone Bernillon et de Françoise Caron

- ◆ mission : accueil des débatteurs, des artistes et des festivaliers
- ◆ amplitude horaire : de 14h à 21h
- ◆ lieu : à la table d'Attac
- ◆ 6 personnes pour se relayer pendant la durée du festival.

2°) TABLE D'ATTAC

sous la responsabilité de Michelle et Jean Fourny

- ◆ mission : renseigner sur l'activité d'Attac distribuer les documents d'Attac
- ◆ amplitude horaire : de 14h à 21h
- ◆ lieu : à proximité du Mazarin
- ◆ 6 personnes pour se relayer pendant la durée du festival.

3°) ANIMATION

sous la responsabilité de Sylvie Feuga et d'Alain Peytavy

- ◆ mission : installation des Témoins Anonymes à 13h30 démontage des Témoins Anonymes à 22h30
- ◆ lieu : la place Laroque
- ◆ 4 personnes pour se relayer pendant la durée du festival.

Vos qualités de polyvalence seront précieuses (désolé de parler comme Thierry Breton) pour le bon déroulement du festival.

Nous avons créé des tableaux synoptiques pour vous inscrire, nous attendons avec impatience vos appels téléphoniques.

Contact Dany Bruet: 06 03 15 02 74

Pour info, le ticket d'entrée d'une séance est de 4 euros

A très bientôt

L'équipe du festival
du cinéma d'Attac

LE FESTIVAL DU CINÉMA D'ATTAC PAYS D'AIX "IMAGES MOUVEMENTÉES"

du lundi 11 au samedi 16 juillet 2005 au cinéma le Mazarin d'Aix en Provence

Le thème retenu cette année est " La fabrique de l'opinion ".

Ce thème sera abordé par la programmation d'une trentaine de films.

Nous nous attacherons à porter la réflexion collective sur une préoccupation que les turbulences nationales et internationales récentes ont rendue encore plus d'actualité. Quelles forces, quelles influences, quelles idéologies, quels pouvoirs contribuent à modeler notre perception du monde, et avec quels objectifs ? En d'autres termes, comment se fabrique l'opinion ?

Nous proposerons une dizaine de débats avec la contribution de sociologues, de philosophes, d'historiens, de journalistes, de responsables associatifs, et de représentants syndicaux. L'ambition de ce festival est de contribuer à rétablir le sens de l'initiative citoyenne et de susciter le débat démocratique, première condition d'une participation à la vie politique de la cité.

Les échos du festival : des expositions, des lectures, des causeries, de la musique, du théâtre, de la danse.

Les échos auront lieu dans les restaurants et cafés proches du cinéma.

De nombreux partenariats sont établis avec les commerçants d'Aix en Provence. La présence du festival sera renforcée dans le quartier par les performances de plasticiens, d'orchestres et de théâtres de rue, d'une chorégraphe et de photographes.

Contact : 06 03 15 02 74 / Tout sur le festival : www.local.attac.org/13/aix

Le prochain G8 et les promesses *d'annulation de la dette des pays pauvres*

La montagne va-t-elle encore accoucher d'une souris ?

Dans une dépêche de Londres, le 11-06-05, l'AFP écrit :

A un mois du sommet du G8 à Gleneagles, les ministres des Finances des pays riches ont annoncé l'effacement immédiat de la dette multilatérale de 18 pays pauvres, pour un montant de 40 milliards de dollars, en soulignant la portée historique de leur geste [.....]

Les ministres du G8 se sont félicités de cet accord [.....] "C'est un résultat d'une portée historique", a estimé le secrétaire américain au Trésor, John Snow. Il s'agit d' "un grand succès, pour l'aide au développement, pour le G7 et pour la France", a dit le ministre français Thierry Breton.

Quelle est la portée réelle de ces annonces? Depuis le sommet de Lyon en 1996, le G7/G8 a multiplié "les effets d'annonce" sur l'annulation de la dette du Tiers Monde sans vraiment y donner suite. Qu'en sera-t-il cette fois-ci?

18 pays, dont 14 africains, bénéficieront immédiatement d'une annulation de leur dette envers le FMI (Fonds Monétaire International), la BM (Banque Mondiale) et la BAD (Banque Africaine de Développement) pour un montant de 40 Milliards de dollars (M\$). Dans 12 à 18 mois, 9 autres pays bénéficieront d'une mesure similaire pour 11 M\$. 11 autres pays pourront aussi bénéficier d'une annulation de leur dette pour un montant de 4 M\$, une fois remplis certains critères. Ces allègements, qui pourront s'élever à 55 M\$ doivent bénéficier aux pays les plus pauvres, ceux qui sont déjà éligibles à l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). Rien de bien nouveau. Ce dispositif ne fait que reprendre l'IPPTE lancée au G7 de Lyon en 1996 et renforcée au G7 de Cologne en 1999, un processus long et compliqué de réduction conditionnelle de la dette de certains pays à la fois pauvres et très endettés. Un effort de 100 M\$ avait été promis pour 42 PPTE dont la dette s'élevait alors à 200 M\$.

En août 2004, le bilan était bien maigre: 13 pays seulement étaient parvenus au bout du processus et les dettes n'avaient été réduites que de 32 M\$. Va-t-on faire mieux

maintenant? Cette fois-ci tous les PPTE éligibles (38) devraient à terme en profiter. De plus, alors que jusqu'à présent, seules les dettes bilatérales (dues à des Etats) avaient été concernées, on envisage désormais d'annuler le stock des dettes multilatérales dues aux trois Institutions Financières Internationales. Les pays du G7 se sont même engagés à compenser ces pertes de remboursement pour la BM et la BAD.

Faut-il pour autant bondir d'enthousiasme? Pas du tout. Il n'y a aucune rupture avec le passé et ces mesures restent modestes et insuffisantes.

Cette annulation n'est quasi immédiate que pour 18 pays. Même si ces mesures étaient étendues dans les années à venir aux 38 PPTE retenus, cela ne concernerait que 11% de la population des 165 Pays En Développement (PED). En dehors des PPTE, le G7 ne propose rien pour les autres PED, pas même pour les pays affectés par le tsunami du 26-12-04. Pour ceux-là, seul a été accordé un ridicule moratoire d'un an, pendant lequel les intérêts continuent de courir.

Cette annulation de 55 M\$ ne représente que 2% de la dette des PED (2450 M\$ en 2001). A comparer:

- aux 350 M\$ de subventions agricoles dans les pays riches,
- aux 40 M\$ de la PAC,
- aux 82 M\$ de rallonge budgétaire obtenue par G. Bush pour ses guerres en Afghanistan et en Irak,
- aux centaines de M\$ anéantis lors de la crise boursière entre 2000 et 2002.

"Pingrerie du G8 sur la dette", s'indigne le CADTM.

Le doublement de l'aide internationale au développement, dont la présidence britannique voulait faire le second volet de son "Plan Marshall pour l'Afrique", est, semble-t-il, passé à la trappe. On avait pourtant rivalisé d'imagination pour trouver de nouveaux financements, à défaut d'augmenter l'Aide Publique au Développement (APD). Le ministre britannique G. Brown proposait une "Facilité Financière Internationale". Les pays pauvres seraient encouragés à emprunter, mais cette fois-ci sur les marchés financiers, et les remboursements seraient gagés sur une hausse future de l'APD. Devant le refus

des USA et la réticence de la Commission Européenne, on n'en parle plus.

Aucune allusion à la "taxe internationale sur les mouvements de capitaux" (type Tobin) autrefois considérée comme une "lubie" des altermondialistes, mais que Chirac avait reprise à son compte. Les 25 l'ont balayée et les USA y sont hostiles.

Pour contourner cette hostilité, Paris et Berlin avaient proposé à l'Europe de taxer le transport aérien. Une taxe sur le kérosène aurait permis d'engranger 6 à 7 Milliards d'Euros par an. Il n'en est plus question.

Le seul projet que le communiqué des ministres des finances du G7 mentionne est l'idée d'une contribution très modeste sur les billets d'avion, 1 à 2 Euros sur une base volontaire ou obligatoire selon les pays. Mais les compagnies aériennes trouvent cette idée totalement inappropriée, car il faut encourager les voyages et le tourisme!

Comme le déplore Oxfam, la question du doublement de l'aide a bien été laissée de côté.

Mais ce qui est encore plus grave, c'est que les ministres des finances du G7 ne proposent aucun changement dans le processus selon lequel un pays peut obtenir un allègement de dette ou recevoir de l'aide. Il est toujours contraint d'ouvrir son marché aux importations et de privatiser ses ressources naturelles et ses services publics. Cela, en vertu du dogme selon lequel la libéralisation du commerce mondial contribuerait automatiquement à diminuer la pauvreté dans le monde. Or selon un rapport de l'ONG "Christian Aid" du 20-06-05, c'est tout le contraire. Citant ce rapport, "La Tribune" titre "Le libre-échange plombe les économies africaines" et "La Marseillaise" : "Le libre-échange appauvrit les pays pauvres".

Après avoir étudié ce que le libre-échange avait significé pour 32 pays, l'ONG en conclut que bien des PED seraient plus riches s'ils n'avaient pas été contraints d'ouvrir leur marché pour obtenir de l'aide, des prêts ou des allègements de dettes. Les 20 dernières années de libéralisation ont fait perdre à l'Afrique 272 M\$! Une telle somme aurait pu lui permettre d'effacer ses dettes, de scolariser tous les enfants, et de vacciner tous les bébés du continent!

Alors que ni les "annulations de dettes", ni les aides ne sont bien généreuses, imposer de surcroît aux pays pauvres le libre échange, ne fait qu'aggraver leur situation. C'est diabolique!

Jean et Michelle Fourny